

*Questions orales*

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui a pour mandat de défendre les intérêts de tous les enfants, pourrait-il me dire pourquoi il créerait, dans le pays, une situation où il opposerait les enfants affamés et maltraités aux enfants qui ont légitimement besoin de garderies sûres? Pourquoi oppose-t-il les enfants entre eux?

[Français]

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je dois faire un choix, parce que dans la société, les enfants font face à des situations comme celle-là.

Bien sûr, monsieur le Président, que les enfants ont besoin de garderies, mais la députée elle-même l'a dit, des enfants font face à des abus sexuels, à de la violence familiale. Un enfant de deux ans et demi a été tué à Montréal avant-hier soir sans qu'il n'y ait aucune raison.

Quand un ministre de la Santé a l'obligation de faire des choix, les Canadiens lui demandent le courage de le faire. Et j'ai cru être appuyé entièrement par mes collègues du gouvernement sur l'importance, et de toute urgence, — et je voudrais avoir l'appui de ma collègue et de tous les députés de la Chambre — d'essayer de trouver des réponses pour les enfants qui souffrent au Canada et qui n'ont pas raison de souffrir, monsieur le Président.

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, écouter les sondages, ce n'est pas avoir du courage!

Je réfère le ministre, qui a beaucoup parlé sur tout ce qu'il veut faire auprès des enfants, à la page 98 du Budget de son collègue ministre. Pourquoi, s'il fait tellement pour les enfants, son gouvernement, l'année prochaine, va-t-il couper 1,5 milliard du système de péréquation qui touchent exactement les questions de santé et d'éducation de nos enfants. Pourquoi coupe-t-il cela et pourquoi ne défend-il pas sa politique?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, les paiements de péréquation aux provinces ont augmenté de 60 p. 100 depuis l'arrivée de ce gouvernement au pouvoir. De 5,4 milliards de dollars qu'ils étaient en 1984-1985, ils sont passés à 8,5 milliards de dollars en 1992-1993 et passeront à 9,2 milliards de dollars en 1993-1994.

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Ce gouvernement conservateur a introduit la surtaxe en 1986 et l'a augmenté à deux reprises par la suite. En tout, il a augmenté les impôts et les taxes trente-trois fois. Comment ce ministre des Finances peut-il regarder les Canadiens dans les yeux et leur dire que les choses

vont mieux en 1992 et qu'ils vont faire des économies à cause d'un allègement fiscal de deux dollars? C'est tout à fait insultant.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, l'une des raisons pour lesquelles nous avons dû augmenter les impôts et les taxes, c'était pour payer la lourde dette héritée de nos prédécesseurs libéraux. Avant 1984, c'est-à-dire avant notre arrivée au pouvoir, le gouvernement libéral qui dirigeait alors dépensait 1,33 dollar pour chaque dollar de recettes qu'il percevait. Cela ne pouvait pas durer. Il fallait un changement.

Nous avons dû nous attaquer au déficit. Nous avons dû commencer à réduire ce déficit et à soulager le pays du fardeau de la dette. Or, c'est exactement ce que nous sommes en train de faire.

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Monsieur le Président, ce gouvernement n'a pas l'intention de venir en aide aux Canadiens. Avec une cote de popularité de 11 p. 100 selon les derniers sondages, il cherche plutôt à se tirer d'affaire. Les Canadiens sont taxés à mort et ce ne sont pas des tours de passe-passe ni de beaux discours qui peuvent changer cette situation.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas apporté des changements importants et réalistes qui pourraient aider les Canadiens à joindre les deux bouts?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Oui, monsieur le Président, je reconnais avec la députée que les Canadiens sont surtaxés. Nous faisons tout notre possible pour réduire leur fardeau fiscal. Nous sommes en train de réduire les dépenses publiques, les taxes et le déficit.

Je voudrais signaler à la député, à titre indicatif, que par suite des modifications apportées aux prestations pour enfants et de la réduction de la surtaxe en 1993, un chef de famille monoparentale ayant deux enfants et un revenu annuel de 50 000 \$ réalisera une économie de 394 \$; une famille à deux revenus ayant deux enfants épargnera 240 \$; et une famille à un revenu ayant deux enfants fera une économie de 280 \$. Je pense que c'est là une économie très importante qui les aidera à se procurer des vêtements et de la nourriture.

\* \* \*

**LES GARDERIES**

**Mme Dawn Black (New Westminster-Burnaby):** Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Ce gouvernement ne cesse de débiter des platitudes sur l'égalité des femmes qui, à ce qu'il dit, lui tient à